

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

14 septembre 2026

VISANT LA RELANCE ET LA DÉCENTRALISATION DU LOGEMENT - (N° 3058)

Tombé

N° CE25

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Falcon, M. Amblard, M. Casterman, M. de Lépinay, M. Gabarron, Mme Florence Goulet,  
Mme Grangier, M. Jolly, M. Jordan, Mme Laporte, M. Le Bourgeois, M. Loubet,  
M. Patrice Martin, M. Rivière, M. Vos et M. Weber

-----

**ARTICLE 4**

I. – À la première phrase de l'alinéa 13, substituer aux mots :

« est G »

les mots :

« est G+ ».

II. – À la première phrase de l'alinéa 13, substituer aux mots :

« classe E »

les mots :

« classe F ».

III. – Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe  
additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des  
impositions sur les biens et services.

« La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la  
majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création  
d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du  
code des impositions sur les biens et services. »

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement de repli vise à abaisser de la classe G à la classe G + et de la classe E à la classe F les niveaux de performance énergétique exigés pour les locaux transformés en logements afin de bénéficier du statut du bailleur privé.

La transformation de bureaux, commerces ou autres locaux en logements constitue un important gisement de création de logements nouveaux, sans consommation supplémentaire de foncier. Dans un contexte de pénurie de logements et d'effondrement de la construction neuve, le législateur doit encourager ces opérations plutôt que leur imposer des contraintes susceptibles d'en dégrader l'équilibre économique.

Conditionner le bénéfice du statut du bailleur privé à l'atteinte d'une classe spécifique au diagnostic de performance énergétique (DPE) constitue, à cet égard, un frein supplémentaire. Ces transformations nécessitent déjà des investissements lourds pour adapter les locaux à leur nouvel usage et respecter l'ensemble des normes applicables à l'habitation. Exiger systématiquement l'atteinte d'une certaine classe risque d'écarter des opérations qui permettraient pourtant de créer des logements et de remettre en usage des surfaces aujourd'hui vacantes.

Dans de nombreux cas, la configuration du bâtiment, sa structure ou ses caractéristiques thermiques peuvent rendre particulièrement difficile l'atteinte d'une certaine classe, malgré la réalisation de travaux importants.

Cette exigence repose en outre sur un DPE dont la fiabilité demeure imparfaite. Dans son rapport public thématique de juin 2025 consacré à la mise en œuvre du DPE, la Cour des comptes estime que les efforts de fiabilisation doivent être poursuivis et souligne que les conséquences de cet outil sur la situation patrimoniale des propriétaires et sur le marché immobilier ont été insuffisamment anticipées.

Surtout, la réalisation de travaux importants ne garantit pas l'obtention d'une classe énergétique élevée. Dans ses travaux d'octobre 2023, la Cour des comptes relève ainsi que, parmi les logements bénéficiant de MaPrimeRénov' Sérénité, 20 % demeuraient classés F ou G après travaux et 41 % atteignaient seulement l'étiquette E.

Il serait dès lors paradoxal qu'un propriétaire ayant engagé des travaux lourds pour transformer un local vacant en logement puisse être privé du statut du bailleur privé en raison de l'impossibilité d'atteindre une certaine classe.

Sources : Cour des comptes, « La mise en œuvre du diagnostic de performance énergétique », juin 2025 ; Cour des comptes, « Le soutien aux logements face aux évolutions climatiques et au vieillissement de la population », octobre 2023.